

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-40 du 2 décembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni concluent un accord de principe sur la tarification des produits pharmaceutiques

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Intérieur verse plus de 14Mds\$ de revenus issus de la production d'énergie et de minerais sur les terres fédérales
3. Le Département d'Etat annonce des discussions avec le Mexique sur les livraisons d'eau attendues vers les Etats-Unis

Transport et infrastructure

Brèves

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

4. La Maison-Blanche signe un décret présidentiel lançant la « Mission Genesis » pour l'exploitation des données publiques via l'IA afin d'accélérer la recherche scientifique
5. Un tribunal fédéral rejette la plainte de la Federal Trade Commission contre Meta, accusé de détenir un monopole illégal sur le marché des réseaux sociaux

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni concluent un accord de principe sur la tarification des produits pharmaceutiques

Selon le [communiqué](#) du Bureau de l'USTR, le Royaume-Uni s'engage à réduire les remises sur les médicaments « innovants et salvateurs » versées au National Health Service (NHS) et à augmenter de 25 % le prix net payé pour les nouveaux médicaments. Le pays garantit également que le taux de remboursement prévu par le *Voluntary Scheme for Branded Medicines Pricing, Access and Growth* (VPAG) (*i.e.* les remises versées par les laboratoires sur leurs ventes de médicaments au NHS) soit réduit et maintenu à 15 % en 2026 (actuellement à 23%). En contrepartie, les États-Unis ont accepté d'exempter les produits pharmaceutiques, ingrédients pharmaceutiques et technologies médicales d'origine britannique des droits de douane imposés en vertu de la Section 232, et s'abstiendront de cibler les pratiques de tarification pharmaceutique britanniques dans toute future enquête lancée en vertu de la section 301 pendant la durée du mandat présidentiel.

Brèves

- Le 26 novembre, l'USTR a [annoncé](#) le prolongement jusqu'au 10 novembre 2026 des exemptions tarifaires de la Section 301 sur les pratiques chinoises liées au transfert de technologie et à la propriété intellectuelle. Ces 178 exemptions, déjà prolongées à plusieurs reprises depuis 2024, concernent certains produits initialement soumis à des droits de douane au titre de la Section 301.
- Le 20 novembre, les autorités américaines ont [arrêté](#) quatre personnes, deux citoyens américains et deux ressortissants chinois, pour avoir exporté illégalement vers la Chine des puces Nvidia soumises à licence.
- Le 24 novembre, le Département du Trésor a [imposé](#) une amende de 4.67M \$ dollars à un individu pour violation des sanctions du Trésor visant la Russie et pour ne pas avoir répondu à une assignation (*subpoena*) de l'administration.
- Le 24 novembre, le Département d'Etat a [désigné](#) le *Cartel de los Soles*, comme organisation terroriste étrangère (FTO).

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Intérieur verse plus de 14Mds\$ de revenus issus de la production d'énergie et de minerais sur les terres fédérales

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 24 novembre avoir versé 14,61 Mds\$ de revenus issus de la production d'énergie et de minerais sur les terres fédérales, tribales et dans les eaux fédérales, soit le cinquième montant le plus élevé depuis 1982. Le DoI précise que ces fonds ont été distribués aux États fédérés, au Trésor (U.S Treasury), aux tribus, à des agences fédérales et à des fonds de protection et de préservation historique, afin de soutenir les infrastructures publiques, l'éducation, les services d'urgence, la protection de la nature et le développement communautaire. Le DoI indique que l'administration Trump a fait de la lutte contre l'inflation et de la baisse des coûts de l'énergie une priorité et que, si la diminution des prix des matières premières a réduit les fonds distribués par rapport à l'an dernier, l'administration Trump a stimulé la production énergétique nationale en allégeant les réglementations et les coûts d'exploitation sur les terres publiques, augmentant ainsi les revenus versés par le DoI.

3. Le Département d'Etat annonce des discussions avec le Mexique sur les livraisons d'eau attendues vers les Etats-Unis

Le Département d'Etat (DoS) a [annoncé](#) le 25 novembre que des hauts responsables du DoS, du Département de l'Agriculture et de la Commission américaine des frontières et de l'eau se sont réunis avec leurs homologues mexicains pour discuter de mesures immédiates et concrètes que le Mexique pourrait prendre afin de réduire les déficits dans ses livraisons d'eau vers les Etats-Unis et garantir le respect du traité sur l'eau de 1944. Le DoS souligne que, sous l'administration Trump, le Mexique a fourni plus d'eau aux États-Unis au cours de la dernière année que pendant les quatre années précédentes réunies mais que les déficits ont aggravé la pénurie d'eau au Texas et entraîné des pertes agricoles de plusieurs centaines de millions de dollars. Les États-Unis exigent que le Mexique respecte le traité, compense le déficit de livraison 2020-2025 et assure les livraisons prévues pour le cycle 2025-2030. Le communiqué précise que les États-Unis restent déterminés à résoudre cette question par des voies diplomatiques tout en évaluant toutes les options disponibles pour garantir le respect du traité par le Mexique.

Brèves

- La Maison Blanche a [publié](#) le 21 novembre une proclamation du président D. Trump accordant aux installations dont le nom figure en annexe du document une dispense de deux ans d'application de la règle émise par l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) le 5 juillet 2024 : « *National Emission Standards for Hazardous Air Pollutants for Coke Ovens: Pushing, Quenching, and Battery Stacks, and Coke Oven Batteries; Residual Risk and Technology Review, and Periodic Technology Review, 89 FR 55684* ». Selon la proclamation, cette règle de 2024 nécessiterait la mise en œuvre de technologies de réduction des émissions et des méthodes de surveillance qui ne sont pas disponibles ou n'ont pas été démontrées à l'échelle industrielle. Elle indique également que le calendrier de mise en conformité faisait peser un risque de fermetures d'installations et de perturbations de la production de coke et d'acier, pouvant entraîner des conséquences pour l'économie et la sécurité nationale.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 25 novembre 3 Mds\$ de financement supplémentaire pour les États fédérés afin de réduire l'exposition au plomb dans l'eau potable, via le programme *State Revolving Fund* (SRF). Ces fonds serviront à localiser et remplacer les conduites en plomb et à financer les activités associées comme l'identification, la planification et la conception. Grâce à des inventaires actualisés fournis par les États fédérés, l'EPA estime désormais qu'il reste 4 millions de conduites en plomb aux États-Unis, contre 9 millions identifiées précédemment. Un tableau de bord en ligne permettra de suivre ces inventaires.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 25 novembre sa proposition de repousser du 17 octobre 2028 au 17 octobre 2031 la date limite de fermeture de certains bassins non étanches de résidus de combustion de charbon de plus de 40 acres (environ 16 ha). L'EPA précise que cette mesure vise à permettre à un petit nombre de centrales au charbon de continuer à produire de l'électricité, afin d'assurer la fiabilité du réseau. Le communiqué précise qu'une période de consultation publique est ouverte jusqu'au 7 janvier 2026 et que l'EPA poursuit ses efforts avec les États fédérés pour améliorer la gestion et le suivi des résidus de combustion de charbon.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 26 novembre avoir adopté la révision qu'elle avait proposée

en juillet 2025 du règlement d'application de la loi sur la qualité de l'air (Clean Air Act, CAA) pour l'industrie pétrolière et gazière (appelé OOOOb/c) mis en place en 2024 sous l'administration Biden. Cette révision prolonge plusieurs délais de mise en conformité pour l'industrie pétrolière et gazière et pour les Etats fédérés, notamment en ce qui concerne les émissions de Méthane. Le communiqué précise que ces mesures permettent de réduire les coûts de conformité de **750 M\$ sur 11 ans** tout en maintenant la production énergétique nationale.

- L'Agence d'information sur l'énergie a [indiqué](#) le 26 novembre que les prix moyens de l'essence aux Etats-Unis pendant le lundi avant la fête de Thanksgiving étaient à peu près les mêmes que l'an dernier, à 3,06\$/gallon soit 2 cents de plus que l'an dernier à la même période. L'EIA précise qu'après ajustement de l'inflation, il s'agit cependant du prix moyen le plus bas pour un lundi avant le week-end de Thanksgiving depuis 2020, lorsque la pandémie avait perturbé la demande en essence et les projets de voyage.

Transport et infrastructure

Brèves

- L'administration fédérale de l'aviation (FAA) a [annoncé](#) le 21 novembre se préparer à la période de Thanksgiving la plus chargée depuis 15 ans, avec plus de 360 000 vols à gérer sur cette période traditionnellement la plus intense pour le trafic aérien américain. Un pic de trafic était notamment attendu le 25 novembre avec plus de 52 000 vols (contre une moyenne journalière habituelle de 44 000 vols).

Industrie

Brèves

- Le 25 novembre, le géant de l'informatique HP a [annoncé](#) la suppression de 4 000 à 6 000 emplois d'ici à fin 2028, dans le cadre d'un plan d'adoption de l'intelligence artificielle qui doit lui permettre d'augmenter sa productivité. C'est l'une des premières fois qu'une entreprise d'une taille importante fait publiquement un lien direct entre des réductions de personnel et l'implémentation d'outils d'IA. Le groupe espère

générer un milliard de dollars d'économie d'ici à fin 2028 ; les coûts de restructuration de l'entreprise suite à la mise en place du plan sont estimés à 650 M\$.

- Le 21 novembre 2025, Veolia a [annoncé](#) un accord pour l'acquisition de Clean Earth, filiale spécialisée dans la gestion des déchets dangereux du groupe américain Enviri. La transaction est estimée à 3,04 Md\$. Cette acquisition, la plus importante pour Veolia depuis la fusion avec Suez en 2022, vise à doubler la présence de Veolia sur le marché américain des déchets dangereux pour en faire le numéro deux du secteur. Elle permettra également au groupe de renforcer sa présence dans des industries en plein croissance, comme la distribution et la santé, pour proposer une gamme complète de services environnementaux sur le territoire américain.
- Le 28 novembre 2025, le syndicat Workers United qui représente les travailleurs de Starbucks a [annoncé](#) une extension de sa grève illimitée, entamée le 13 novembre, à plus de 120 magasins et 85 villes à travers les Etats-Unis. Les travailleurs en grève demandent des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail et le traitement de centaines de plaintes pour pratiques déloyales de la part de la direction. Cette annonce coïncide avec le jour du Black Friday, journée stratégique pour les ventes aux Etats-Unis.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Les [ventes](#) rapportés par les exportateurs privés à l'USDA montrent que la Chine a commencé à acheter du soja américain sur la nouvelle récolte. A ce jour, 2M de tonnes ont été exportées sur les 12M de tonnes que les Chinois s'étaient informellement engagés à importer d'ici la fin de l'année. Certains agriculteurs et élus doutent de la volonté de la Chine à tenir ses promesses.
- Dans une récente [étude](#), l'*American Farm Bureau* appelle à la mise en place rapide d'une aide pour les agriculteurs américains confrontés à une dégradation de leurs marges et à des difficultés à l'exportation. Selon l'AFBF, les pertes combinées sur les trois dernières campagnes dépassent désormais 50Md\$. L'organisation agricole estime qu'une aide

est indispensable pour compenser les pertes liées au commerce, tandis que les accords commerciaux négociés par le président Trump avec la Chine et d'autres pays asiatiques restent inachevés. Elle demande à ses membres et sympathisants de [contacter](#) leurs élus afin de pousser le Congrès à adopter une aide avant 2026.

- L'USDA a [annoncé](#) l'achat de 30M\$ de fruits frais auprès de producteurs américains à destination des banques alimentaires et des dispositifs d'aide à l'alimentation ([TEFAP](#)). Selon la Secrétaire à l'Agriculture Rollins, cette opération vise à soutenir les agriculteurs confrontés à des excédents de production tout en renforçant l'accès des ménages vulnérables à des produits frais. Les achats prévus portent sur 15M\$ d'oranges, 10 M\$ de pamplemousses et 5M\$ de mandarines.
- Selon une [analyse](#) de l'*American Farm Bureau*, le coût du dîner de Thanksgiving a diminué cette année. Le repas pour dix personnes est estimé à 55,18\$ par personne, soit une baisse de 5% par rapport à 2024. Cette diminution ne compense toutefois pas les fortes hausses enregistrées durant la pandémie de Covid-19. Le rapport souligne par ailleurs des écarts régionaux marqués, le Sud demeurant la zone la plus abordable.

Numérique et innovation

4. La Maison-Blanche signe un décret présidentiel lançant la « Mission Genesis » pour l'exploitation des données publiques via l'IA afin d'accélérer la recherche scientifique

Ce lundi 24 novembre, la Maison-Blanche a [publié](#) un *Executive Order* (EO) annonçant le lancement de la « Mission Genesis », une initiative visant à créer une « Plateforme » (*American Sciences and Security Platform*) permettant d'exploiter les données publiques américaines. L'objectif est de mettre ces ressources au service du développement et de l'entraînement de modèles d'IA, afin de réaliser des avancées scientifiques dans certains secteurs stratégiques et de renforcer la « domination technologique » des États-Unis, en « accélérant la découverte scientifique, en renforçant la sécurité nationale, en consolidant la domination énergétique et en améliorant la productivité de la main-d'œuvre américaine ».

L'EO s'inscrit dans la continuité des recommandations du AI Action Plan, qui préconisait notamment la création de « jeux de données

scientifiques prêts pour l'IA, les plus vastes et de la plus haute qualité du monde ». Il identifie six domaines prioritaires : (i) la manufacture de pointe (*advanced manufacturing*), (ii) les biotechnologies, (iii) les matériaux critiques, (iv) l'énergie nucléaire, (v) le quantique, et (vi) les semi-conducteurs et microélectronique. La Plateforme a vocation à permettre l'exploitation par les acteurs publics, industriels et académiques des données scientifiques générées par les agences et administrations américaines, ainsi que celles issues de la recherche financée par le gouvernement fédéral, des institutions académiques et des partenaires privés agréés. Pour ce faire, l'EO prévoit un travail d'identification et de centralisation de ces données, ainsi que la mise à disposition de la puissance de calcul sous forme de superordinateurs et d'environnements cloud sécurisés, et de modèles d'IA dédiés à la recherche scientifique dans ces secteurs.

Le *Department of Energy* (DoE), qui supervise les *National Laboratories* – des laboratoires financés par le gouvernement américain, opérant pour la plupart selon un modèle de partenariat public-privé, créés à l'origine dans le cadre du projet Manhattan et mobilisés par l'EO pour la Mission Genesis – est chargé de la mise en œuvre opérationnelle du projet. Le directeur de l'*Office of Science and Technology Policy* (OSTP), Michael Kratsios, rattaché à la Maison-Blanche, doit jouer un rôle de coordinateur pour mobiliser et organiser l'implication des différentes administrations et agences participantes, rassemblées au sein du *National Science and Technology Council*, un organe consultatif regroupant les représentants des principales administrations et agences liées aux sciences et technologies. La Plateforme prévue par l'EO sera également accessible aux acteurs académiques et industriels, sous réserve notamment du respect de règles strictes de sécurité et de protection des données.

Pour atteindre ces objectifs, l'EO fixe un calendrier et des responsabilités précises aux administrations. Il prévoit notamment la mobilisation de ressources de calcul, y compris celles des laboratoires du DoE et de partenaires industriels, ainsi que l'identification de données publiques pertinentes. L'objectif est de rendre opérationnelle une première « capacité de fonctionnement » (*operating capability*) de la Plateforme dans au moins l'un des six objectifs scientifiques et technologiques définis par l'EO dans un délai de 270 jours suivant la publication de celui-ci.

5. Un tribunal fédéral rejette la plainte de la Federal Trade Commission contre Meta, accusé de détenir un monopole illégal sur le marché des réseaux sociaux

Le 18 novembre, le tribunal fédéral chargé du litige opposant la Federal Trade Commission (FTC) à Meta, accusée d'avoir enfreint les lois antitrust en constituant une position de monopole illégale sur le marché des réseaux sociaux, a [statué](#) en faveur de l'entreprise. Le juge chargé de l'affaire, James Boasberg, a ainsi acquitté Meta des accusations avancées par l'agence fédérale, estimant que la FTC n'avait pas démontré l'existence d'une violation en cours ou imminente du droit de la concurrence.

Le litige tranché par le tribunal fait suite à une procédure engagée par la FTC en décembre 2020, à la fin du premier mandat de D. Trump, avec l'appui des procureurs généraux de 46 États fédérés. Dans sa plainte, l'agence soutenait que Meta avait cherché à maintenir et renforcer sa position dominante sur le marché des réseaux sociaux en procédant au rachat d'Instagram en 2012 et de WhatsApp en 2014. Elle estimait que ces opérations visaient à éliminer des acteurs susceptibles de remettre en cause, à terme, la position de Meta sur un marché défini comme celui des « réseaux sociaux personnels » (*Personal Social Networking* – PSN), c'est-à-dire les plateformes dont la fonctionnalité principale est le partage de contenus entre amis et membres de la famille — définition excluant ainsi des services tels que TikTok ou YouTube. Selon la FTC, cette stratégie avait réduit le choix offert aux consommateurs et l'innovation dans ce segment, en limitant le développement d'acteurs concurrents et, par conséquent, entraîné une dégradation du « produit » proposé par Meta, notamment en matière de protection de la vie privée et en raison du niveau élevé de publicités imposées aux utilisateurs.

Dans sa défense, Meta a contesté la définition du marché pertinent retenue par la FTC, faisant valoir que ses services étaient aujourd'hui en concurrence directe avec d'autres plateformes disposant de parts de marché importantes, notamment TikTok et YouTube. L'entreprise a, au cours de la procédure, présenté des documents internes rendant compte de sa stratégie pour concurrencer ces acteurs, mis en avant des tendances de marché illustrant les transferts d'utilisateurs entre services, ainsi que des études internes modélisant le comportement des consommateurs, afin de démontrer un degré significatif de substituabilité entre ses plateformes et celles de ses concurrents.

Le juge Boasberg s'est montré réceptif à cette analyse, concluant à l'existence d'un niveau d'interchangeabilité élevé pour les utilisateurs

et estimant que les services évoqués exerçaient une pression concurrentielle suffisante pour invalider la définition du marché avancée par la FTC. Il a souligné que le contexte technologique avait « fortement changé » depuis le dépôt de la plainte et au cours des années de procédure, rendant obsolète la définition initiale du marché pertinent et illustrant la rapidité des évolutions technologiques dans ce secteur. La motivation du jugement repose également sur une appréciation de la fonction du droit applicable, le juge rappelant que les lois antitrust visent à prévenir des « violations en cours ou dans un futur imminent » et « se concentrent sur des mesures à portée prospective, non rétrospective », excluant ainsi de revenir sur une éventuelle position monopolistique acquise dans le passé dans un contexte aujourd'hui substantiellement modifié.

À la suite de la décision, M. Meador, membre du collège de la FTC, a [réagi](#) en soulignant que les difficultés à appliquer de manière rétroactive les lois antitrust, mises en évidence par le jugement, illustrent selon lui « l'importance d'arrêter les fusions anticoncurrentielles avant qu'elles ne soient consommées », au travers du contrôle de concentrations, [rappelant](#) aussi que les acquisitions d'Instagram et de WhatsApp avaient été approuvées à l'époque par la FTC. La sénatrice démocrate Amy Klobuchar (D-Minnesota) a, dans un communiqué, [relevé](#) que les lois antitrust actuelles « ne suivent pas le rythme des avancées technologiques » et appelé à une action législative visant à en renforcer la portée. Les représentants de Meta ont [salué](#) la décision, estimant qu'elle « reconnaît que Meta fait face à une concurrence intense ». Les représentants de la FTC chargés du dossier ont, pour leur part, exprimé leur « forte déception » et indiqué « évaluer toutes leurs options », sans préciser à ce stade si un appel était envisagé.

Brèves

- Le 18 novembre, Microsoft, Nvidia et Anthropic ont [annoncé](#) un partenariat stratégique. Microsoft et Nvidia investiront respectivement 5 Md\$ et 10 Md\$ dans Anthropic, en échange d'un engagement de la startup à investir 30 Md\$ dans l'achat de capacité de calcul fournie par Microsoft, basée sur des puces Nvidia. Cette opération, qui prévoit également une intégration accrue des modèles d'Anthropic dans les produits Microsoft, valorise la startup à 350 Md\$, contre 183 Md\$ lors de sa dernière levée de fonds en septembre 2025.
- Le 18 novembre, Google a [annoncé](#) le lancement de son modèle d'IA Gemini 3, présenté comme son « plus intelligent » et optimisé pour la compréhension multimodale (texte, vidéo, code). La presse spécialisée a [relevé](#) de très bonnes

performances du modèle, qui s'est retrouvé sur le podium de plusieurs classements spécialisé, et le cours d'Alphabet, maison mère de Google, a [augmenté](#) en Bourse. Selon le média spécialisé The Information, Sam Altman, PDG d'OpenAI, aurait même [indiqué](#) à ses équipes que les performances de Google pourraient entraîner des « effets économiques temporaires défavorables » (*temporary economic headwinds*) pour son entreprise.

- Le 20 novembre, Bloomberg a [rapporté](#) que Physical Intelligence, start-up développant des logiciels d'IA pour l'apprentissage de tâches robotisées, avait levé 600 M\$, portant sa valorisation à 5,6 Md\$.

Santé

Brèves

- Le 26 novembre 2025, la FDA a autorisé plusieurs mises sur le marché de nouveaux traitements pour des pathologies chroniques, tel que [Itvisma](#), thérapie génique pour traiter l'atrophie musculaire spinale, ou [Osvyrti](#), destiné au traitement de l'ostéoporose.
- L'administration américaine [a dévoilé](#) le 25 novembre 2025 de nouvelles réductions de prix à partir du 1^{er} Janvier 2026 pour 15 médicaments pris en charge par Medicare. Ces baisses de prix s'appliqueraient à des médicaments permettant de traiter le diabète, l'asthme ou les cancers. Selon le gouvernement, cette annonce permettrait une économie nette de 44% sur le prix des médicaments concernés, représentant 12Md de dollars d'économies.
- Le samedi 29 novembre 2025, la FDA [a annoncé](#) durcir les protocoles d'approbation des vaccins, ce qui suscite les critiques de la communauté scientifique et [a provoqué](#) une réaction défavorable des marchés, avec des baisses de titres des fabricants comme Moderna ou Novavax ce lundi 1^{er} décembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)